

# Pour un sommet Paris-Londres-Berlin

La France a gagné la bataille mais elle a perdu la guerre. Telle pourrait être la première conclusion de la crise irakienne. L'enjeu pour elle n'est désormais ni

PAR  
ZAKI LAÏDI\*

de se renier ni de s'obstiner. Elle doit concentrer tous ses efforts pour gagner l'après-guerre, en se montrant plus européenne. La victoire américaine ne change rien à la légitimité contestable sur laquelle cette guerre reposait. Cela dit, si la position française était justifiée sur le fond, elle a été marquée par de nombreuses erreurs.

La première a été de ne pas créer très vite et très tôt une dynamique européenne. Si Jacques Chirac et Gerard Schroeder avaient ensemble, avec la Belgique et quelques autres, créé une sorte d'avant-garde politique qui aurait sillonné l'Europe et surtout l'Europe de l'Est pour essayer de défendre une position européenne commune, la France aurait contribué à créer un réflexe européen et donné le coup d'envoi à la mise en place de la première grande coopération renforcée de l'Europe. Certes, le résultat n'était pas acquis d'avance. Mais cela eut été préférable à une admonestation des pays de l'Est qui en fait ne pouvait que faire le jeu des Américains.

La seconde erreur, qui est le drame de l'Europe, tient à l'ab-

sence de toute stratégie autre que réactive. La France a cherché à rendre coup pour coup aux initiatives américaines. Elle aurait dû plutôt avoir un coup d'avance. Le plan renforcé de contrôle des inspections est venu beaucoup trop tard. Il fallait le mettre en avant dès les mois de septembre, et non attendre les mois de janvier.

Enfin, face à plus fort que soi, il faut savoir se montrer plus retors que frontal. La France n'aurait jamais dû déclarer qu'en aucune circonstance elle accepterait une nouvelle résolution. La diplomatie étant un jeu d'adresse, il fallait très clairement laisser aux Etats-Unis la responsabilité de la rupture parce que de toute façon ils étaient minoritaires au Conseil de sécurité. La diplomatie française a semblé un temps grisée par la popularité de sa position à travers le monde. L'affaire irakienne a mis en évidence les forces et les faiblesses traditionnelles de la politique française pleine de courage et de panache mais démunie de solution de repli en cas de demi-défaite, faute d'avoir refusé d'envisager toute autre solution que sa propre victoire.

Cette vision flamboyante n'est pas tenable. De fait la France est passée d'une situation où elle semblait à la tête d'une vaste coalition mondiale anti-américaine, à celle d'un Etat isolé vers lequel les marques de soutien ne convergent que parcimonieusement ou en tout cas confidentiellement, probablement par crainte d'encourir les foudres d'une Amérique arrogante. Encore une fois, cette interprétation est probablement injuste sur le fond. Mais c'est désormais celle qui prévaut.

Pour la France, la leçon de cette crise peut se résumer ainsi : il lui faudra durablement faire face à une politique américaine agressive, mais de cette épreuve elle ne sortira qu'en se montrant plus européenne. En effet, il faut se convaincre que, même en cas d'alternance à Washington, la politique américaine ne changera qu'à la marge. L'opinion états-unienne ne retiendra de cette guerre qu'un fait essentiel : un coût militaire extrêmement faible.

Il faut arrêter d'expliquer la politique américaine par la seule influence détestable des néo-conservateurs. Si ces derniers ont le vent en poupe, c'est bien sûr parce que la définition de la politique extérieure reste

*Pas plus que la France, la Grande-Bretagne n'est parvenue à entraîner l'Europe derrière elle*

relativement autonome par rapport aux débats politiques internes. Mais on assiste à un indiscutable « revival » conservateur aux Etats-Unis qui a deux conséquences très fortes : le recul considérable de l'idéologie libérale et des valeurs universalistes qu'elle porte, la résonance auprès de l'opinion des idées les plus classiques de l'ordre, de patriotisme et de moralisation du monde.

On assiste par ailleurs à un effritement de la base sociale des démocrates et notamment de l'alliance entre la classe moyenne blanche et les minorités noires et hispaniques. Tout

cela n'a pas de conséquence mécanique sur la politique extérieure. Mais contribue à favoriser une politique extérieure américaine nouvelle : elle est de moins en moins multilatéraliste et de moins en moins isolationniste. Elle n'est pas isolationniste parce qu'elle veut au contraire remodeler le Moyen-Orient dans lequel elle voit désormais la source de la plupart des problèmes du monde et la menace centrale sur sa sécurité. Mais elle est désormais antimultilatéraliste, car elle ne croit pas avoir besoin des autres pour défendre ses propres intérêts. L'Amérique est durablement entrée dans une ère post-hégémonique.

Que faire ? Il faut tout d'abord réactiver puissamment la dynamique politique européenne autour d'un axe Paris-Londres et Berlin. De ce point de vue, la réunion de Bruxelles sur la défense qui implicitement cherche à marginaliser la

Grande-Bretagne est contreproductive, comme en témoigne la vive réaction de Tony Blair. Car si l'alliance franco-allemande est plus que jamais nécessaire à l'avenir de l'Europe, on ne fera rien de tangible et de durable en Europe sans la Grande-Bretagne. Tony Blair cherche à bâtir

un partenariat euro-américain au sein duquel Londres aurait un pouvoir à la fois d'entraînement sur l'Europe et d'influence sur les Etats-Unis. On ne peut pas dire que la crise irakienne constitue de ce point de vue un succès spectaculaire. Pas plus que la France, la Grande-Bretagne n'est parvenue à entraîner l'Europe derrière elle. Et quoi qu'on en dise, son influence sur la stratégie américaine reste modeste. Le risque est grand pour la Grande-Bretagne de se trouver dans une position symétrique de celle de la France : « coller » de plus en plus à la position américaine sans l'influencer effectivement.

Sur l'affaire irakienne, la France et l'Angleterre doivent donc désormais adopter une ligne de conduite qui devrait définir ce que ces deux pays sont prêts à accepter et à ne pas accepter. La Grande-Bretagne devrait aider la France à se montrer plus réaliste dans ce nouveau rapport de force. Pour sa part, la France devrait aider la Grande-Bretagne à enfin penser ce qui serait inacceptable pour elle. A cette « road map » pour l'Irak, il faudra naturellement associer l'Allemagne et par la suite le reste de l'Union européenne. Dans cette optique, la priorité politique devrait désormais être donnée à un sommet France-Allemagne-Grande-Bretagne dont l'objectif

serait le suivant : montrer aux Européens et aux Américains que les principales puissances européennes n'ont pas renoncé à refaire leur unité.

Quand on parle de l'Europe, on a tendance à penser que les Européens sont divisés sur la plupart des sujets. Mais la réalité

*Une Europe autonome sera nécessairement amenée à ne pas épouser toujours le point de vue américain*

est légèrement différente. Sur la plupart des grands sujets mondiaux, ils ont des positions de plus en plus convergentes. Cette convergence est parfois mécanique dans tous les domaines où la politique européenne est partiellement fédéralisée comme la politique commerciale. Mais sur d'autres sujets comme le conflit israélo-palestinien, les relations avec la Syrie et l'Iran, les Européens ont considérablement resserré leurs propres positions. Le problème fondamental qui se pose est celui de la définition d'une politique commune quand celle-ci se trouve confrontée à une politique américaine différente. Certains pays européens refusent alors de s'opposer aux Etats-Unis car ils ont trop besoin d'eux (Europe centrale), d'autres

refusent de rompre avec Washington en espérant influencer (Grande-Bretagne), d'autres enfin estiment que l'opposition avec les Etats-Unis ne peut pas être taboue (France, Allemagne).

Il faut donc travailler à partir de cette réalité, en évitant de poser les problèmes en termes de rivalité avec les Etats-Unis même si à long terme une Europe autonome sera nécessairement amenée à ne pas épouser toujours le point de vue américain.

C'est donc à l'autonomie d'action et de jugement que l'Europe doit se préparer. Pour cela, il lui faut développer un *habitus* de la puissance. L'Europe doit prendre l'habitude de se penser comme acteur mondial. Elle doit prendre l'habitude d'avoir un avis sur les grands sujets du monde et non pas simplement être réactive face aux Etats-Unis. Pour cela, il faudrait décider de la création d'une Agence d'intelligence européenne dotée de puissants moyens. Et, dans cette nouvelle dynamique la France - peut-être moins flamboyante mais toujours créative - aurait toute sa place.

\* Chercheur au Ceri.  
Auteur de *Penser la mondialisation*,  
Flammarion (à paraître).